



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS  
Site : <http://www.sitecommunistes.org>  
Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)  
Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

11/04/2024

## **Palestine colonisée et martyrisée ;** **Nous choisissons notre camp**

### **Quelles nouvelles ?**

#### **Chez les impérialistes, rien de nouveau sous le soleil**

Le feuilleton continue au sommet de l'État français. Macron a signé une tribune avec le président égyptien Al-Sissi et le roi de Jordanie Abdallah II, demandant un cessez-le-feu immédiat... Mais il continue à fournir des pièces et des munitions à Israël. Et pas de trace d'une envie de rompre les relations diplomatiques, de prendre des sanctions économiques ni de remettre en cause l'accord UE Israël. Comment faire semblant !!!

Même poursuite chez les dirigeants états-uniens. Celui que nombre de citoyens appelle « *Genocide Joe* » multiplie les déclarations, critique Netanyahu, dit qu'il commet des erreurs... Mais il demeure le principal fournisseur d'armes et munitions à l'État colonial génocidaire. En outre, comme la question de la reconnaissance d'un État palestinien par l'ONU va venir sur la table au Conseil de Sécurité, il s'apprête à ordonner un veto. Comme l'a déclaré un de ses porte-parole, « *cela doit être négocié avec Israël et non décidé par l'ONU* ».

En Israël même, Netanyahu, fort de son impunité réaffirme son intention d'attaquer Rafah. Et l'armée d'occupation laisse des champs de ruine derrière elle. Lorsqu'elle se retire, les Palestiniens et les personnels de l'UNRWA ou des associations humanitaires découvrent un enfer.

Le bilan de la destruction de l'hôpital Al-Shifa est horrible. Assassinat des personnels médicaux qui refusaient de quitter les lieux pour rester auprès de leurs patients, comme le médecin Muhammad Zaher Nunu, assassiné alors que sa seule arme était son stéthoscope. Le bilan compte des centaines de civils assassinés (300, peut-être 400) ; certains cadavres ont été dissimulés, l'armée « *morale* » a tenté de les cacher en les enterrant sous des monticules de sable. On a retrouvé des cadavres de personnes fusillées et ligotées, des exécutions sommaires. Enfin, l'armée coloniale a déplacé plus de 25.000 Palestiniens pour tuer sans témoin et détruit ou incendié plus de 1.200 logements autour de l'hôpital.

L'armée d'occupation a évacué Khan Younes (un repli tactique selon la propagande sioniste). « *des milliers de déplacés ont regagné la ville et découvert un paysage apocalyptique* » nous dit *Le Monde*. Tout est détruit, les anciens habitants cherchent souvent en vain leur maison.

Enfin, l'État d'apartheid continue de limiter l'accès des camions de ravitaillement ou de soin dans la Bande de Gaza, et plus spécialement dans le Nord. Un porte-parole du bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU, Jens Laerke, a déclaré à Genève : « *Les convois alimentaires qui devaient se rendre en particulier dans le Nord, où 70 % de la population est confrontée à des conditions similaires à la famine, sont trois fois plus susceptibles d'être refusés que les autres convois humanitaires. [...] La moitié des convois que nous avons essayé d'envoyer dans le Nord ont été refusés* ». Et de préciser que l'obligation des parties belligérante de faciliter et d'assurer l'accès humanitaire « *ne s'arrête pas à la frontière ; cela concerne également les mouvements dans Gaza* ».

### **La répression en Europe**

Si la mobilisation ne faiblit pas (encore 200.000 à Londres et 100.000 à Manchester samedi 30 mars), la répression des États européens non plus.

Selon une analyse du Forum civique européen, publiée le 5 avril, depuis le 7 octobre 2023, marches,

rassemblements ou encore activités culturelles en soutien à la Palestine se voient réprimés. Allemagne, France, Italie, Suède ou encore la République tchèque, ils sont au total douze pays de l'Union européenne à avoir pris des mesures disproportionnées, voire des interdictions préventives, contre les manifestations de soutien au peuple palestinien. L'analyse indique un recours excessif à la force, avec notamment l'utilisation de gaz poivré, agressions physiques ou encore la mise en place de nasses. Et parfois, des interdictions de manifester en amont pour « *risque apparent pour l'ordre public et la sécurité* » ont été prononcées dans certains États. Des interdictions régulièrement annulées par les tribunaux. Sans parler du fait qu'en France, les apparitions du VRP du génocide Bernard-Henri Lévy ou l'intervention, organisée par le CRIF, de deux généraux israéliens n'ont pas été suspectées de causer des « *troubles à l'ordre public* ».

Mais, au-delà de l'UE, le cas le plus intéressant est celui de la Grande Bretagne, où l'émotion est à son comble depuis l'assassinat des sept humanitaires par les sionistes, dont trois britanniques. Le Forum civique pointe le gouvernement de « *Sa Majesté* » : « *Récemment, le ministre de l'Intérieur James Cleverly a proposé de limiter davantage les droits des manifestants en augmentant le délai de préavis minimum de six jours afin de soutenir la police lors de manifestations de grande ampleur* ». « *Notre suivi montre qu'au lieu d'écouter la population, les gouvernements européens choisissent à plusieurs reprises de limiter l'espace civique et de réduire au silence les individus et les organisations qui expriment leur solidarité avec le peuple palestinien* », constate Aarti Narsee, responsable de la politique et du plaidoyer au Forum civique européen.

Enfin, présent le samedi 30 mars, lors d'une manifestation pour exiger un cessez-le-feu à Gaza, ayant rassemblé 200.000 personnes à Londres, l'ancien leader travailliste Jeremy Corbyn déclarait dans un discours : « *nos gouvernements ne peuvent toujours pas se résoudre à prononcer les mots cessez-le-feu permanent, ne peuvent toujours pas se résoudre à mettre fin à l'horrible et effroyable commerce d'armes avec Israël* ».

### **La mobilisation en Europe**

*Samedi 30 mars, la Journée de la Terre, une journée très importante pour tous les Palestiniens. Elle commémore la répression sanglante d'une grève le 30 mars 1975 par les autorités d'occupation. Le 19 février 1976, les autorités israéliennes annoncent leur décision de confisquer 2.500 hectares de terre en Galilée. À la suite de cette décision, les Palestiniens de nationalité israélienne, ceux que l'on appelle les « Arabes israéliens », répliquent par la grève générale. La grève a lieu le 30 mars. La présence de l'armée israélienne en mission de sécurité, provoque une importante manifestation. Au même moment, les Palestiniens de Cisjordanie et Gaza se mettent en grève. Bilan de la journée : 6 morts, une centaine de blessés et des centaines d'arrestations. Dans la ville de Sakhnin, dans les frontières de 1948 d'Israël mais peuplée majoritairement d'arabes, un monument a été érigé en souvenir des 6 manifestants morts dans la ville le 30 mars 1976.*

Cet anniversaire a été particulièrement célébré dans le monde, ce 30 mars 2024. L'agence de presse yéménite Saba nous dit : « *Plusieurs villes européennes ont été témoins d'un groupe de manifestations de masse, dans le contexte des protestations hebdomadaires en cours depuis le début de la guerre sioniste dans la bande de Gaza, qui ont coïncidé cette semaine avec l'anniversaire de la Journée de la Terre, que les Palestiniens commémorent au moment où ils sont soumis à un génocide continu depuis environ 6 mois dans la bande de Gaza.* ».

Cette semaine, les manifestations et marches de solidarité ont été caractérisées par leur élan sans précédent et leur large diffusion à travers l'Europe, s'étendant à plusieurs villes, telles que : Londres, Paris, Amsterdam, Berlin, Copenhague, Aarhus, Oslo et d'autres.

Dans la capitale britannique, Londres, la marche de solidarité a rassemblé 200.000 personnes. Lors de cette marche, la 11<sup>e</sup> depuis le début de la guerre, de multiples revendications ont été soulevées, notamment : arrêter la guerre, arrêter la famine et le génocide, et empêcher le gouvernement britannique d'armer Israël.

Dans les rues de Paris, une nouvelle manifestation a eu lieu à l'occasion de la Journée de la Terre. Les manifestants ont exigé un cessez-le-feu, la fin des massacres d'enfants et la fin du génocide dont sont victimes les habitants de la bande de Gaza. Cette manifestation est l'une des plus grandes manifestations que la capitale française ait connues récemment.

À Berlin, des manifestations ont eu lieu en commémoration de la Journée de la Terre et en solidarité avec les Palestiniens face à l'occupation de Gaza. La mobilisation, en Allemagne, a déjà permis de faire pression sur le gouvernement allemand, qui a récemment changé certaines de ses positions face à l'occupation sioniste, ont défilé notamment pour exiger un cessez-le-feu.

Aux Pays Bas, le mouvement continu, à un rythme hebdomadaire, depuis le début de la guerre, a obligé le gouvernement néerlandais à prendre la décision de cesser d'exporter des pièces détachées d'avions militaires vers Israël. La manifestation, à Amsterdam, a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes exigeant la fin immédiate de la guerre contre Gaza et demandant des comptes aux personnes

impliquées dans le génocide. D'autres villes néerlandaises, comme Rotterdam, Haarlem et d'autres, ont également vu se dérouler des manifestations dénonçant l'agression contre Gaza.

### **Pour Gaza, le clivage est entre les anticolonialistes et les autres**

#### **Le sens d'une condamnation de « toutes les victimes »**

Lors d'une table ronde portant sur la situation à Gaza et en Palestine, avant que les intervenants ne s'expriment, un participant est intervenu pour critiquer l'affiche appelant à la soirée, la trouvant trop propalestinienne et a demandé une minute de silence pour, selon la formule consacrée, « *toutes les victimes* ». La réaction spontanée d'une grande majorité du public et des intervenants a été très claire : « *Nous ne sommes pas d'accord pour mettre sur le même plan le peuple colonisé et le peuple colonisateur !* ».

Les intervenants ont clairement présenté la situation du peuple colonisé face à l'État d'apartheid, pleinement caractérisé le sionisme comme une idéologie colonialiste et évoqué un État unique laïque, ce qui implique, non de « *jeter les Juifs à la mer* », mais la fin de l'État colonial d'Israël, tel qu'il existe aujourd'hui. Et plusieurs personnes, dans le public ont exposé les difficultés qu'ils avaient à faire entendre ce constat primordial de la situation coloniale dans leurs organisations de « *gauche* », qu'elles soient associatives, politiques, ou syndicales.

Ce tout petit exemple permet de mesurer le clivage, entre celles et ceux qui s'attaquent à la question coloniale et ceux et celles qui refusent de la voir. Selon que l'on fait partie des uns ou des autres, on réagira différemment à ce refus d'une minute de silence commune. Dans toutes les luttes de libération coloniale, des civils ont été tués par les insurgés armés. C'est regrettable, mais nous savons bien que la violence des colonisés n'est que le fruit de la violence des colonisateurs. L'énorme majorité des Israéliens juifs refusent de voir la réalité de l'occupation, ils la nient, ils invisibilisent et déshumanisent les Palestiniens.

#### **La violence coloniale et ses conséquences**

Cette violence coloniale, Muzna Sihabi, Palestinienne et intervenante lors de la table ronde, l'a décrite minutieusement au travers d'exemples pris volontairement en temps dit de « *paix* ». En voici quelques-uns :

— « *Une Palestinienne qui détient la carte de Jérusalem réfléchira à deux fois avant de se mettre en couple avec un Palestinien de Ramallah car, dans l'hypothèse où ils marieraient, leur vie commune, sous un même toit, serait quasiment impossible. Lui n'aurait pas l'autorisation d'aller habiter à Jérusalem et elle, perdrait son statut de "résidente" de la ville sainte, et donc la possibilité d'aller voir, par exemple ses parents, si elle partait s'installer à Ramallah.* » ;

— « *Une amie palestinienne de Jérusalem, qui a épousé un Américain avec qui elle vivait à Dubaï, s'est vu retirer sa carte de résidente par les autorités israéliennes, au motif qu'elle avait passé trop d'années à l'étranger. Si cette amie était juive, elle aurait eu le privilège de vivre où elle souhaiterait sur toute la terre, en tant que citoyenne à part entière, et non seulement "résidente". Il s'agit d'un processus d'épuration ethnique à feu doux des Palestiniens.* » ;

— « *Le système discriminatoire est observable à tous les niveaux : de la durée des feux rouges au carrefour d'un quartier palestinien avec une colonie juive, le temps d'attente est nettement moindre pour les habitants de la colonie juive, jusqu'au refus du droit au retour des réfugiés palestiniens, alors que les juifs du monde entier ont la possibilité de s'installer sur toute la terre.* ».

On peut en conclure plusieurs choses. D'abord la responsabilité évidente, dans la situation actuelle du processus d'Oslo. En trois décennies de négociations par intermittence, la terre n'a cessé de se dérober sous les pieds des Palestiniens, alors que la mainmise des Israéliens sur la Cisjordanie n'a cessé de se renforcer au point qu'aujourd'hui, ils exercent une souveraineté de jure ou de facto sur 90% du territoire de la Palestine mandataire. L'expansion constante des colonies en Cisjordanie, depuis les Accords d'Oslo, l'augmentation du nombre de leurs habitants, passé de 250.000 en 1993 à plus de 700.000 en 2023, et les plus de 700 checkpoints qui quadrillent la Cisjordanie, un territoire de 5.600 km<sup>2</sup>, ont brisé la fabrique sociale palestinienne, écartelé les familles et rendu leur quotidien de plus en plus oppressant.

Ensuite, que le système de ghettoïsation des Palestiniens passe sous le radar de nombreux *media* occidentaux, qui ne veulent surtout pas reconnaître que le régime d'occupation israélien est intrinsèquement violent. En l'absence de riposte palestinienne faisant des victimes juives, ces véhicules de l'idéologie dominante auront tendance à parler de « *retour au calme* », trahissant un désintérêt et encourageant une indifférence pour le vécu des Palestiniens. Cette attitude contribue à les invisibiliser.

Enfin qu'il convient de ne pas laisser se développer le discours des torts partagés. Comment noyer le poisson en parlant des « *extrêmes des deux côtés* ». Tout cela n'a qu'un but : cacher le vrai problème, la colonisation et l'apartheid.

A tous les partisans des torts partagé de bonne foi, qui n'envisagent pas la situation coloniale il faut dire : « *Il faut sortir de ces analyses manichéennes et reconnaître que le démantèlement de ce système de domination naturellement éliminerait le terrain propice à la montée de soi-disant "extrémistes" palestiniens.* ».

### **Une boussole : l'anticolonialisme**

Le Parti Révolutionnaire Communistes le dit et le répète : la solidarité effective avec le peuple palestinien suppose de combattre la colonisation, pas seulement dans le fait qu'il y a des colonies en Cisjordanie et que ce n'est « *pas bien* », mais dans son principe actif, tel que décrit plus haut. Cela suppose d'admettre enfin que la situation coloniale et son lot d'oppressions sont intrinsèques à l'État d'Israël, et donc remettre en cause son existence, tel qu'il est aujourd'hui. Cela suppose, par conséquent, d'admettre que vouloir la disparition de l'État sioniste n'est pas vouloir « *jeter les juifs à la mer* », ni faire preuve d'antisémitisme, mais vouloir la fin de l'oppression coloniale et de l'apartheid qui, seule, pourra permettre de vivre en paix sur cette terre.

C'est pourquoi une mise au même plan des deux peuples et de leurs victimes ne peut pas aider à trouver la paix, et certainement pas la justice. La petite bourgeoisie de « *gauche* », en France, se perd dans ces lubies en réclamant la « *solution à deux États* » autant dire la suite du processus d'Oslo, qui a conduit où nous en sommes, et en condamnant à la fois l'oppression et la résistance. Cette attitude la rend objectivement complice des sionistes.

Le clivage, c'est bien la prise en compte ou non de la réalité d'un État colonial et de la nécessité de le combattre. Selon la vieille formule, il faut choisir ton camp, camarade ! Le nôtre est celui du peuple palestinien et de ses organisations de résistance combattantes.

Dans ces conditions, s'il est urgent et fondamental de réclamer un cessez-le-feu immédiat et permanent, de même que l'accès libre aux humanitaires dans toute la Bande de Gaza, ou encore le retrait total des forces d'occupation de l'enclave, cela ne saurait suffire.

**C'est pourquoi, le Parti Révolutionnaire Communistes soutient les revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien : fin immédiate de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés, formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire.**